

APRÈS LA RENCONTRE ENTRE OUYAHIA ET LE CHEF DU MSP

L'opposition désapprouve Mokri

L'entrevue qu'une délégation de la direction nationale du MSP, conduite par le président du mouvement, a eue avec le ministre d'Etat directeur de cabinet de la présidence de la République a plané sur le conclave de l'opposition, jeudi.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Certes, le sujet n'a pas été abordé lors de ce sommet de l'instance de concertation et de suivi de l'opposition jeudi en soirée au siège du nouveau parti de Ali Benflis, tant la situation dramatique prévalant dans la vallée du M'zab a été l'unique point à l'ordre du jour de ce conclave. A tel point, d'ailleurs, que les membres de l'Icso ont dû en débattre trois heures durant, de 23h à 3h du matin d'hier vendredi et le communiqué final n'a été finalisé qu'hier à la mi-journée. Mais le désappointement des membres de l'Icso se lisait aisément sur leurs visages, eux qui venaient pour la plupart d'en prendre connaissance.

Un cadre d'un parti membre du Pôle des forces du changement n'a pas caché sa désapprobation de la démarche en solo du MSP. «Nous discuterons de ce point prochainement au sein de nos instances, mais personnellement, cette sortie de plus du MSP m'intrigue», avouera-t-il. Un autre membre de l'Icso, faisant partie,

lui, de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique, sera plus direct.

«C'est vraiment un enfant dans le dos que nous fait le MSP, surtout qu'à notre niveau il a été clairement interdit tout contact d'avec le pouvoir. Et si ce dernier venait à intervenir, il devait être concerté, ce qui n'est pas le cas du MSP dont nous avons appris la démarche de se rendre à El Mouradia à quelques minutes avant l'entame du sommet de jeudi», affirmera-t-il.

Et les explications de Abderezzak Mokri dans son allocution à l'ouverture de ce conclave de l'Icso, ayant trait à la situation dramatique dans la vallée du M'zab n'ont pas semblé convaincre tout le monde.

Une entrevue que l'agence officielle a vite fait d'en faire part et de répercuter, précisant que «sur instruction de M. le président de la République, M. Ahmed Ouyahia, ministre d'Etat directeur de cabinet de la présidence de la République, a reçu ce jour 9 juillet 2015, une



Abderrezak Mokri, président du MSP.

délégation du MSP conduite par son président, M. Abderrezak Mokri, lequel avait sollicité il y a quelques jours une audience avec le chef de l'Etat». Et de préciser qu'à cette occasion, M. Mokri «s'est d'abord exprimé au nom de son propre parti, soulignant l'attachement de sa formation politique à la stabilité de l'Algérie et rappelant sa contribution au dénouement de la tragédie nationale à travers sa participation aux différentes institutions y compris au gouvernement».

Et le président du MSP ne s'est pas limité à ce point précis puisqu'il s'est fait le «délégué» de l'opposition en remettant à

Ouyahia la Charte de la réforme politique, fruit de la conférence de Zéralda tenue le 10 juin 2014, en résumant l'objectif, celui de «bâter un front national afin de permettre au pays de relever ses défis internes et de faire face aux dangers extérieurs».

Une «offrande» que le ministre d'Etat directeur de cabinet de la présidence de la République a bien accueillie, affirmant que ledit document «sera étudié avec intérêt» surtout, a-t-il affirmé à Mokri, que «le président de la République «nourrit de la considération envers toute la classe politique y compris les partis de l'opposition».

M. K.

AFFAIRE ALGÉRIE TÉLÉCOM

Le procès renvoyé au 30 juillet

Le procès opposant Algérie Télécom à deux sociétés (équipementiers) chinoises dans le domaine des télécommunications, en l'occurrence ZTE et Huawei et où sont impliquées deux personnes à savoir l'ex-conseiller du département des nouvelles technologies et l'homme d'affaires algéro-luxembourgeois a été reporté à une date ultérieure.

La décision a été prise par le juge d'audience suite à l'absence des témoins et de l'interprète.

Pour rappel, il s'agit du second report du genre concernant cette affaire en un mois. Le premier procès devait se tenir à la mi-juin dernier, mais a été reporté au 9 du mois en cours.

Or, jeudi dernier, le magistrat en charge de statuer sur le dossier a décidé d'un second report.

Pour rappel, le procès où sont poursuivis M. Boukhari ex-cadre au ministère de la Poste et des nouvelles Technologies et Chani Medjdoub, un homme d'affaires sera rejugé

après cassation auprès de la Cour suprême. Lorsque du premier procès qui s'est tenu en 2012, les deux mis en cause ont été condamnés à 18 ans de prison ferme. C'était en première instance. En appel, la peine des deux accusés a été revue à la baisse pour qu'ils soient condamnés à 15 ans de prison ferme.

La justice a également condamné les deux sociétés chinoises. Dans cette affaire, les mis en cause ont été poursuivis pour les chefs d'inculpation de «détournement de biens publics, corruption, trafic d'influence...»

A. Bettache

TAYEB ZITOUNI, MINISTRE DES MOUDJAHIDINE :

«L'unité nationale pour faire face aux ennemis de l'Algérie»

«Ce qui se passe à Ghardaïa est un complot qui nécessite de tous les habitants de la wilaya de s'accrocher à l'unité nationale et de préserver l'héritage laissé par les martyrs qui est l'Algérie pleine et entière».

Une déclaration faite ce jeudi par le ministre des Moudjahidine en visite de travail à Oran. Et d'insister sur l'héritage légué aux générations : «une Algérie entière,

solidaire, solide et dont il ne faut rien sacrifier».

Pour le ministre, ce qui se passe à Ghardaïa concerne tous les Algériens qui ont la responsa-

bilité d'empêcher les ennemis de l'Algérie de lui porter atteinte. «Les habitants de Ghardaïa sont conscients du danger qui peut survenir des coups portés par ceux qui aspirent à déstabiliser le pays pour lequel le peuple algérien a payé une lourde facture.»

Réfutant toute forme de violence ; encore plus celle qui a lieu

entre un seul peuple uni, Tayeb Zitouni fait rappeler que la Révolution algérienne a été menée par tous les Algériens : Ibadites, Terguis, Chaouis, Kabyles, Est, Ouest... et ne s'est pas limitée à une seule communauté, dit-il et d'ajouter «tous les Algériens sont appelés aujourd'hui à plus de fermeté pour faire face aux ennemis de l'Algérie».

Pour le ministre des Moudjahidine, l'Algérie est ciblée en raison de ses positions fermes concernant des questions internationales et régionales.

Sur un autre volet, le ministre dira que son ministère n'est pas le ministère d'octroi des licences de taxi. «Nous avons procédé au règlement de tous les dossiers des moudjahidine et nous ne sommes pas le ministère qui accorde les licences de taxi, nous sommes passés de la phase des doléances sociales de la famille révolutionnaire à la phase de l'écriture de l'histoire et au recueillement des témoignages et œuvrer à inculquer la culture du nationalisme au sein de la jeunesse».

Amel Bentolba

BOUIRA

Incursion terroriste à Aomar

Dans la nuit de mercredi à jeudi, aux environs de 23 heures, un important groupe terroriste, une dizaine d'éléments selon des témoins, lourdement armés, a encerclé le village Krarib, situé à la lisière de la forêt de Rabta, avant de s'emparer de somme d'argent et de denrées alimentaires.

L'incursion a duré plus d'une heure, et les terroristes ont quitté le village pour rejoindre la forêt en toute tranquillité.

Pour rappel, la forêt de Rabta et toute la région située dans la commune d'Aomar, à 22 kilomètres au nord-ouest de Bouira, qui s'étend d'Aomar à Kadiria et jusqu'à Lakhdaria, a pendant longtemps été le fief du tristement célèbre terroriste, l'«émir» Kezouit, qui avait écumé la région pendant plus de

15 ans, avant d'être abattu par les forces de sécurité en 2009.

Cette incursion terroriste a été opérée deux jours après l'attaque avortée contre une patrouille de la police, à la sortie nord-ouest de la ville de Bouira. D'après les recoupements, le groupe terroriste auteur de cette attaque aurait pris la direction nord-ouest, via la forêt Errich où le véhicule utilisé aurait été retrouvé, forêt qui débouche justement sur cette forêt de Rabta.

Jeudi matin, soit au lendemain de cette incursion, un mouvement des éléments de l'ANP a été aperçu dans cette direction où une vaste opération de ratissage a été engagée.

H. M.

51,36 DE TAUX DE RÉUSSITE AU BAC

Des résultats

«encourageants»

Les 623 247 candidats ayant passé l'examen du baccalauréat sont fixés sur leur sort depuis jeudi. 320 072 (51,36%) rejoindront les bancs des universités dès la rentrée prochaine. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique annonce que les pré-inscriptions débiteront dès l'obtention des attestations de succès. Lesquelles peuvent être retirées à partir d'aujourd'hui au niveau des lycées.

Salima Akkouch - Alger (Le Soir) - Délivrance jeudi pour les 623 247 candidats à l'examen du bac. Les résultats sont tombés depuis 10h sur le site de l'Onec et au niveau des établissements scolaires. Déception pour les uns et soulagement et joie pour les autres.

320 072 candidats ont réussi à obtenir le fameux sésame, selon les chiffres du ministère de l'Education nationale. La wilaya de Tizi-Ouzou vient, encore une fois, en tête de liste avec 65,75% de taux de réussite. «Les résultats du baccalauréat, session juin 2015, sont bons et encourageants en dépit des grèves qui avaient marqué l'année scolaire. Ils sont acceptables même si le taux aurait pu être meilleur conformément aux objectifs de la loi d'orientation de l'éducation nationale promulguée en 2008. Nous allons poursuivre nos efforts pour atteindre un taux de réussite de plus de 70 % durant les prochaines années», a déclaré jeudi Nouria Benghebrat, selon l'APS.

Par ailleurs, le ministère de l'Education nationale a annoncé de nouvelles mesures à partir de la prochaine session du bac. Selon Nedjadi Messeguem, inspecteur général au ministère de l'Education nationale, de nouvelles démarches sont engagées pour contrecarrer les techniques utilisées par les tricheurs.

Parmi les mesures envisagées, dit-il, l'installation de brouilleurs de réseau au niveau des centres d'examen. «Les textes régissant les modalités d'organisation, les sanctions et autres aspects liés à cet examen décisif dans la scolarité seront également soumis à amendement», a-t-il indiqué.

L'intervenant a aussi indiqué que les 471 cas de fraudes enregistrés durant cette session seront étudiés au cas par cas par une commission nationale qui prendra les décisions qui s'imposent.

L'inspecteur général a rappelé aussi la tenue, les 25 et 26 juillet en cours, d'une conférence nationale d'évaluation de l'enseignement secondaire.

Des propositions sur la révision de certains aspects de l'enseignement secondaire et certains mécanismes du baccalauréat, notamment sur la réhabilitation ou non de la fiche de synthèse... seront débattues pour être soumises aux autorités concernées. «La ministre de l'Education nationale disposera de toutes les propositions à soumettre au gouvernement en vue de leur adoption, mais il ne s'agit pas de revoir à la baisse la durée de l'enseignement obligatoire, mais plutôt de corriger les dysfonctionnements qui coûtent beaucoup d'argent», souligne M. Messeguem.

Les nouveaux bacheliers pourront, dès aujourd'hui, retirer les certificats des relevés de points et les attestations de succès au niveau de leurs lycées ou des directions de l'éducation pour les candidats libres pour effectuer leurs préinscriptions universitaires.

Le taux de réussite au bac cette année est plus élevé que celui de l'année passée, estimé à 45,01% contre 44,78 en 2013 et 58,76 en 2012.

Les nouveaux bacheliers devront affronter maintenant le problème des choix des filières.

S. A.